

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/15293]

30 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, les articles 1^{er}ter, 9bis, § 1^{er}, et 12ter, insérés par le décret du 14 juillet 1994 et modifiés par le décret du 16 février 2017, les articles 7, § 1^{er}, et 10, modifiés par les décrets du 14 juillet 1994, du 16 février 2017 et du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2021;

Vu le rapport du 28 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la Directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne oblige le Gouvernement à prendre immédiatement des dispositions en vue de freiner la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone infectée et des mesures appropriées à y appliquer telles que la suspension de chasse et l'interdiction de l'alimentation des sangliers;

Considérant que ces dispositions doivent être adaptées au fur et à mesure en fonction de l'évolution de l'épidémie et des exigences imposées au niveau européen;

Considérant la décision d'exécution (UE) 2018/1856 de la Commission du 27 novembre 2018 modifiant l'annexe de la décision d'exécution 2014/709/UE concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la peste porcine africaine dans certains États membres;

Considérant qu'au sein de la zone concernée par l'épidémie, telle qu'elle est déterminée dans la décision d'exécution de la Commission du 23 novembre 2018, la Région peut définir différentes zones soumises à des mesures différenciées, notamment en fonction de la probabilité d'y rencontrer des sangliers atteints par la maladie;

Considérant qu'en application de la directive précitée, le Gouvernement est également tenu de prévoir l'obligation de soumettre tout sanglier abattu ou trouvé mort dans la zone infectée à un examen de dépistage de la peste porcine africaine, et de veiller à la transformation sous contrôle officiel de tous les sangliers ayant donné un résultat positif;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° Administration : le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2° centre de collecte : lieu désigné par l'Administration vers lequel les sangliers trouvés morts ou abattus dans les zones visées ci-après aux 4°, 5°, 6° et 7° doivent obligatoirement être acheminés à des fins de prélèvements en vue de tests pour la détection de la peste porcine africaine;

3° formation en biosécurité : formation concernant les règles à suivre lors de l'enlèvement et du transport des sangliers morts afin de limiter les risques de propagation de la peste porcine africaine lors de ces opérations;

4° zone noyau : zone opérationnelle pour la gestion de l'épidémie englobant tous les sites où les sangliers positifs pour la peste porcine africaine ont été trouvés;

5° zone tampon : zone opérationnelle pour la gestion de l'épidémie située autour de la zone noyau et dans laquelle la probabilité de trouver des sangliers positifs est élevée;

6° zone d'observation renforcée : zone opérationnelle pour la gestion de l'épidémie située autour de la zone tampon, dans laquelle la probabilité de retrouver des sangliers positifs pour la peste porcine africaine est moins élevée que dans la zone tampon;

7° zone de vigilance : zone opérationnelle pour la gestion de l'épidémie située autour de la zone tampon, dans laquelle la probabilité de retrouver des sangliers positifs pour la peste porcine africaine est moins élevée que dans la zone d'observation renforcée.

Les zones visées à l'alinéa 1^{er} sont décrites et/ou représentées à l'annexe du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *De la gestion des sangliers dans la zone noyau et la zone tampon**Section 1^{ère}. — Du nourrissage*

Art. 2. Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions du nourrissage du grand gibier, le nourrissage du grand gibier est interdit dans la zone noyau et la zone tampon.

Section 2. — De la chasse

Art. 3. Par dérogation aux articles 4 à 15, 18 et 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2021, la chasse à toute espèce gibier, en ce compris la recherche d'un gibier blessé en vue de l'achever, est interdite dans la zone noyau et la zone tampon, en plaine comme au bois, pour l'année cynégétique 2018-2019.

Section 3. — De la recherche des cadavres de sangliers

Art. 4. La recherche des cadavres de sangliers dans la zone noyau et la zone tampon est effectuée uniquement par le personnel de l'Administration et du Département de l'Etude du Milieu naturel et agricole du Service public de Wallonie.

L'Administration peut également faire appel au personnel de la Défense nationale, aux titulaires de droit de chasse et à leurs gardes champêtres particuliers, aux propriétaires, ainsi qu'à tout autre personne qu'elle mandate expressément à cette fin.

Art. 5. La recherche peut être pratiquée sur toute propriété publique ou privée, en ce compris les propriétés sur lesquelles le droit de chasse n'est pas exercé et les réserves naturelles.

Les propriétaires et ayant-droits ne peuvent s'opposer à la recherche, sauf dans les propriétés constitutives d'un domicile privé au sens de l'article 15 de la Constitution.

Section 4. — De la destruction des sangliers à des fins de lutte contre la propagation de la peste porcine africaine

Art. 6. La destruction des sangliers dans la zone noyau et la zone tampon est effectuée uniquement par le personnel de l'Administration, du Département de l'Etude du Milieu naturel et agricole du Service public de Wallonie, ainsi que par des personnes mandatées par l'Administration.

Le début des opérations de destruction est déterminé par l'Administration en fonction de l'évolution de l'épidémie. Cette destruction vise à éliminer tous les sangliers encore vivants.

Art. 7. La destruction peut être pratiquée sur toute propriété publique ou privée, en ce compris les propriétés sur lesquelles le droit de chasse n'est pas exercé et les réserves naturelles pour lesquelles il est dérogé à l'interdiction prévue par l'article 11, premier tiret, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Les propriétaires et ayant-droits ne peuvent s'opposer à la destruction, sauf dans les propriétés constitutives d'un domicile privé au sens de l'article 15 de la Constitution.

Art. 8. La destruction peut se faire de jour comme de nuit.

Art. 9. La destruction peut se faire au moyen ou à l'aide :

1° de filets, trappes, nasses, enclos de capture et tous autres engins permettant la capture des sangliers vivants;

2° d'appâts non empoisonnés;

3° de sources lumineuses;

4° de produits euthanasiques;

5° d'armes à feu;

6° de silencieux et de lunettes de visée nocturne.

Concernant le 4°, l'utilisation de produits euthanasiques est réservée uniquement à un vétérinaire.

Concernant le 5°, l'utilisation d'une arme à feu est permise uniquement pour tirer les sangliers à l'affût ou pour les abattre lorsqu'ils ont été capturés vivants.

Concernant le 6°, l'utilisation de silencieux et de lunettes de visée nocturne est permise uniquement aux agents de l'Administration, ou aux personnes mandatées par elle et titulaires d'un permis de chasse valide, pour autant que la détention et l'utilisation de ces accessoires soit autorisée en dérogation aux articles 3 et 8 de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes par l'autorité fédérale.

Art. 10. Toute destruction d'un sanglier fait l'objet d'un constat par un agent de l'Administration avant son transport.

Section 5. — De l'enlèvement et de la destination des cadavres de sangliers retrouvés morts ou abattus en destruction

Art. 11. L'enlèvement des cadavres des sangliers retrouvés morts ou abattus en destruction est effectué uniquement par le personnel de l'Administration, du Département de l'Etude du Milieu naturel et agricole du Service public de Wallonie et de la Protection civile, ainsi que par des personnes mandatées par l'Administration.

Toute personne mandatée par l'Administration doit avoir au préalable suivi une formation en biosécurité.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} acheminent obligatoirement les cadavres vers un centre de collecte désigné par l'Administration.

Art. 12. Après prélèvements en vue de tests pour la détection de la peste porcine africaine, les cadavres sont détruits sous contrôle officiel.

CHAPITRE III. — De la gestion des sangliers dans la zone d'observation renforcée

Section 1^{ère}. — Du nourrissage

Art. 13. Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions du nourrissage du grand gibier, le nourrissage du grand gibier est interdit dans la zone d'observation renforcée.

Section 2. — De la chasse

Art. 14. Par dérogation à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2021, la chasse au sanglier est interdite dans la zone d'observation renforcée, en plaine comme au bois, pour l'année cynégétique 2018-2019.

Art. 15. L'exercice de la chasse dans la zone d'observation renforcée se fait obligatoirement sans chien.

L'usage d'un chien tenu à la longe est toutefois permis pour rechercher un gibier blessé en vue de l'achever. Le chien peut être libéré de sa longe uniquement pour immobiliser le gibier blessé, sauf s'il s'agit d'un sanglier.

Section 3. — De la destruction des sangliers à des fins de lutte contre la propagation de la peste porcine africaine

Art. 16. Dans la zone d'observation renforcée, les titulaires de droit de chasse ont l'obligation d'organiser eux-mêmes la destruction des sangliers sur leur territoire en vue de réduire à néant la population de sangliers sur leurs territoires respectifs.

Art. 17. La destruction peut se faire de jour comme de nuit. Elle peut se faire à l'occasion de l'exercice de la chasse.

Art. 18. La destruction est effectuée par les titulaires de droit de chasse et leurs gardes champêtres particuliers, ainsi que par les détenteurs d'un permis de chasse valide invités par les premiers.

Art. 19. La destruction peut se faire au moyen ou à l'aide :

1° de filets, trappes, nasses, enclos de capture et tous autres engins permettant la capture des sangliers vivants;

2° d'appâts non empoisonnés;

3° de sources lumineuses;

4° de produits euthanasiques;

5° d'armes à feu;

6° de silencieux et de lunettes de visée nocturne.

Concernant le 4°, l'utilisation de produits euthanasiques est réservée uniquement à un vétérinaire.

Concernant le 6°, l'utilisation de silencieux et de lunettes de visée nocturne est permise uniquement aux agents de l'Administration, ou aux personnes mandatées par elle et titulaires d'un permis de chasse valide, pour autant que la détention et l'utilisation de ces accessoires soit autorisée en dérogation aux articles 3 et 8 de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes par l'autorité fédérale.

Art. 20. Toute destruction d'un sanglier fait l'objet d'un constat par un agent de l'Administration avant son transport en dehors du territoire de chasse où il a été abattu.

Section 4. — De l'enlèvement et de la destination des cadavres de sangliers retrouvés morts ou abattus en destruction

Art. 21. Tout sanglier retrouvé mort dans la zone d'observation renforcée est signalé immédiatement à l'Administration. Il est interdit d'y toucher.

L'Administration prend les mesures nécessaires pour le transport du cadavre vers un centre de collecte.

Art. 22. L'enlèvement des cadavres des sangliers abattus en destruction se fait sous la responsabilité du titulaire de droit de chasse par une ou plusieurs personnes ayant suivi la formation en biosécurité, en respectant les procédures enseignées dans le cadre de cette formation.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} acheminent les cadavres vers un centre de collecte désigné par l'Administration.

Art. 23. Après prélèvements en vue de tests pour la détection de la peste porcine africaine, les cadavres sont détruits sous contrôle officiel.

CHAPITRE IV. — *De la gestion des sangliers dans la zone de vigilance**Section 1^{ère}. — Du nourrissage*

Art. 24. Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions du nourrissage du grand gibier, le nourrissage du grand gibier est interdit dans la zone de vigilance.

Section 2. — De la chasse

Art. 25. La chasse est ouverte conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2021 et a pour objectif de prélever sur chaque territoire un nombre de sangliers équivalant à une fois et demi le nombre de sangliers prélevés lors de l'année cynégétique précédente.

Art. 26. Tout sanglier abattu fait l'objet d'un constat par un agent de l'Administration avant son transport en dehors du territoire de chasse où il a été abattu.

Section 3. — De l'enlèvement et de la destination des cadavres de sangliers retrouvés morts ou abattus en chasse ou en destruction

Art. 27. Tout sanglier retrouvé mort dans la zone de vigilance est signalé immédiatement à l'Administration. Il est interdit d'y toucher.

L'Administration prend les mesures nécessaires pour le transport du cadavre vers un centre de collecte.

Art. 28. Tous les sangliers abattus en chasse ou en destruction dans la zone de vigilance doivent obligatoirement être transportés en entier vers un centre de collecte désigné par l'administration.

Art. 29. Les cadavres sont détruits sous contrôle officiel, le cas échéant après prélèvements en vue de tests pour la détection de la peste porcine africaine.

CHAPITRE V. — *Du renforcement des prélèvements en sangliers et de la surveillance passive de cette espèce sur tout le territoire de la Région wallonne*

Art. 30. Afin d'accentuer les prélèvements en sangliers en dehors de la zone noyau et de la zone tampon, les titulaires de droit de chasse des territoires de chasses renfermant des animaux de l'espèce sanglier organisent au cours des mois de janvier et de février 2019 au minimum trois journées de chasse collective.

Ils informent avant le 31 décembre 2018 le cantonnement de l'Administration, qui est territorialement compétent, des dates auxquelles ils organiseront ces journées de chasse collective.

Les titulaires du droit de chasse estimant que leur territoire de chasse ne renferme pas de sangliers peuvent demander une dispense à cette obligation auprès du Directeur de centre du Département de la Nature et des Forêts territorialement compétent.

Le non-respect de l'obligation prévue à l'alinéa 1^{er} est assimilé à une infraction à l'article 9bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse. Il en est de même pour l'absence de communication des dates de ces journées de chasse collective.

Art. 31. Tout sanglier retrouvé mort en dehors des zones visées à l'article 1^{er} est signalé immédiatement à l'Administration. Il est interdit d'y toucher.

L'Administration prend les mesures nécessaires pour que le sanglier fasse l'objet de prélèvements en vue de tests pour la détection de la peste porcine africaine et pour que son cadavre soit détruit sous contrôle officiel.

Le présent article ne s'applique pas aux sangliers morts à la suite d'une collision avec un véhicule.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature

Art. 33. Le Ministre de la Nature et de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 novembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE

Description des différentes zones définies dans le cadre de la lutte contre la peste porcine africaine

A. Zone tampon et zone noyau

La zone tampon comprenant la zone noyau est délimitée extérieurement par les limites suivantes (dans le sens des aiguilles d'une montre) :

- La N88, depuis son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange jusque son intersection avec la N891 au niveau de Gérouville.
- La N891 jusque son intersection avec la N83 au niveau de Jamoigne.
- La N83 jusque son intersection avec la N891.
- La N891 jusque son intersection avec la N879 au niveau de Marbehan.
- La N879 jusque son intersection avec la N897 au niveau de Marbehan.
- La N897 jusque son intersection avec la E25-E411.
- La E25-E411 jusque son intersection avec la N81 au niveau de Weyler.
- La N81 jusque son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange.
- La N883 jusque son intersection avec la N88.

B. Zone d'observation renforcée

La zone d'observation renforcée est délimitée par les limites suivantes (dans le sens des aiguilles d'une montre) :

- La frontière luxembourgeoise depuis son intersection avec la A4/E25/E411 au niveau de Sterpenich jusqu'à son intersection avec la frontière française.
- La frontière française jusqu'à son intersection avec la N85 au niveau de Florenville.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la N83.
- La N83 jusqu'à son intersection avec la N891 au niveau de Jamoigne.
- La N891 jusqu'à son intersection avec la N88 au niveau de Gérouville.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange.
- La N883 jusqu'à son intersection avec la N81.
- La N81 jusqu'à son intersection avec la A4/E25/E411 au niveau de Weyler.
- La A4/E25/E411 jusqu'à son intersection avec la frontière luxembourgeoise au niveau de Sterpenich.

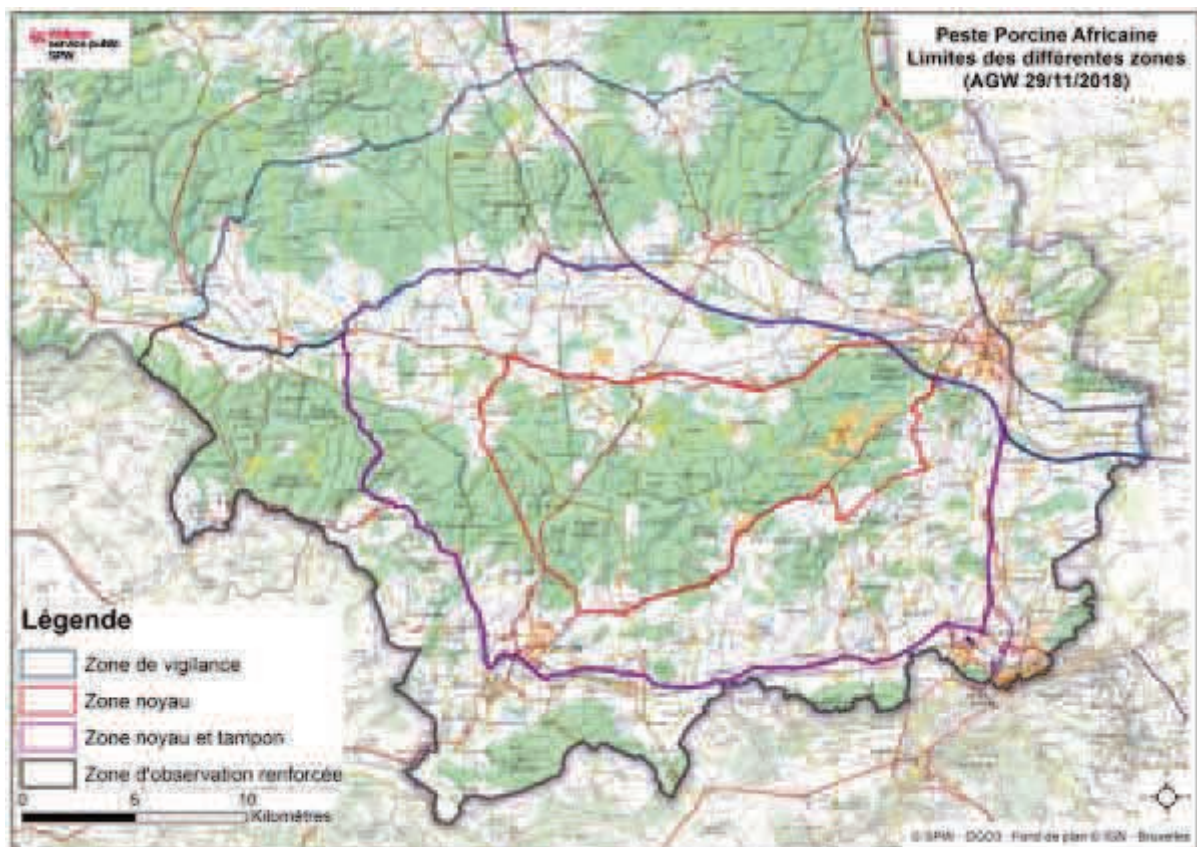
C. Zone de vigilance

La zone de vigilance est délimitée par les limites suivantes (dans le sens des aiguilles d'une montre) :

- L'autoroute A4/E25/E411 depuis son intersection avec la frontière luxembourgeoise au niveau de Sterpenich jusque son intersection avec la N897 au niveau de Houdemont.
- La N897 jusque son intersection avec la N879 au niveau de Marbehan.
- La N879 jusque son intersection avec la N891 au niveau d'Orsinfaing.
- La N891 jusque son intersection avec la N83 au niveau de Jamoigne.
- La N83 jusque son intersection avec la N85 au niveau de Florenville.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la N894 au niveau de Lacuisine.
- La N894 jusqu'à son intersection avec la N801 au niveau de Les Fossés.
- La N801 jusqu'à son intersection avec la N894.
- La N894 jusqu'à son intersection avec la N40 au niveau de Léglise.

- La N40 jusqu’à son intersection avec la rue du Tombois au niveau de Behême.
- La rue du Tombois jusque la rue du Pierroy au niveau de Louftémont.
- La rue du Pierroy, la rue Saint-Orban et la rue Saint-Aubin jusque la rue des Cottages au niveau de Vlessart.
- La rue des Cottages et la rue de Relune jusqu’à son intersection avec la N867.
- La N867 jusqu’à son intersection avec la N87 au niveau d’Heinstert.
- La N87 jusqu’à son intersection avec la rue du Burgknapp à Heinstert.
- La rue du Burgknapp jusqu’à son intersection avec la rue de la Halte à Nobressart.
- La rue de la Halte jusqu’à son intersection avec la rue du Centre.
- La rue du Centre et la rue de l’Eglise jusque Thiaumont.
- La rue du Marquisat, la rue de la Carrière et la rue de la Lorraine jusque Lischert.
- La rue du Beynert et Millewee jusqu’à son intersection avec la N4 au niveau de Metzert.
- La N4 jusqu’à son intersection avec la frontière luxembourgeoise.
- La frontière luxembourgeoise jusqu’à son intersection avec la A4/E25/E411.

D. Carte



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers.

Namur, le 30 novembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/15293]

30. NOVEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 1^{ter}, 9^{bis} § 1, und 12^{ter}, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, Artikel 7 § 1, und 10, abgeändert durch die Dekrete vom 14. Juli 1994, vom 16. Februar 2017 und vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 28. November 2018;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest verpflichtet, mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen, einschließlich der Ausweisung eines Seuchengebiets und der Festlegung geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind und die eine Aussetzung der Jagd und ein Verbot der Fütterung von Wildschweinen umfassen können;

In der Erwägung, dass diese Vorschriften schrittweise an die Entwicklung der Epidemie und die auf europäischer Ebene festgelegten Anforderungen angepasst werden müssen;

In Erwägung des Durchführungsbeschlusses (EU) 2018/1856 der Kommission vom 27. November 2018 zur Änderung des Anhangs des Durchführungsbeschlusses 2014/709/EU mit tierseuchenrechtlichen Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in bestimmten Mitgliedstaaten;

In der Erwägung, dass die Region in dem von der Epidemie betroffenen Gebiet, wie in dem Durchführungsbeschluss der Kommission vom 23. November 2018 festgelegt, verschiedene Gebiete ausweisen kann, für die differenzierte Maßnahmen gelten, insbesondere nach Maßgabe der Wahrscheinlichkeit, von der Seuche betroffene Wildschweine anzutreffen;

In der Erwägung, dass die Regierung in Anwendung der oben genannten Richtlinie auch die Verpflichtung vorzusehen hat, alle im Seuchengebiet erlegten oder verendet aufgefundenen Wildschweine einer Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest zu unterziehen und alle Wildschweine, die positiv getestet wurden, unter amtlicher Aufsicht zu verarbeiten;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: die Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° Sammelstelle: von der Verwaltung bezeichneter Ort, zu dem Wildschweine, die in den unter den Ziffern 4, 5, 6 und 7 genannten Gebieten verendet aufgefunden oder erlegt wurden, zwecks der Entnahme von Proben für die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest unbedingt befördert werden müssen;

3° Biosicherheitsausbildung: Ausbildung in Bezug auf die Regeln für die Beseitigung und den Transport von verendeten Wildschweinen, um das Risiko der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest während dieser Maßnahmen zu begrenzen;

4° Kernzone: Einsatzgebiet für die Bekämpfung der Seuche, einschließlich aller Gebiete, in denen positiv auf die Afrikanische Schweinepest getestete Wildschweine aufgefunden wurden;

5° Pufferzone: Einsatzgebiet für die Bekämpfung der Seuche, das sich um die Kernzone herum befindet und in dem die Wahrscheinlichkeit, infizierte Wildschweine zu finden, hoch ist;

6° verstärkte Beobachtungszone: Einsatzgebiet für die Bekämpfung der Seuche, das sich um die Pufferzone herum befindet und in dem die Wahrscheinlichkeit, mit dem Virus der Afrikanischen Schweinepest infizierte Wildschweine zu finden, geringer ist, als in der Pufferzone;

7° Wachsamkeitszone: Einsatzgebiet für die Bekämpfung der Seuche, das sich um die Pufferzone herum befindet und in dem die Wahrscheinlichkeit, mit dem Virus der Afrikanischen Schweinepest infizierte Wildschweine zu finden, geringer ist, als in der verstärkten Beobachtungszone.

Die in Absatz 1 angeführten Zonen werden in dem Anhang zu dem vorliegenden Erlass beschrieben oder dargestellt.

KAPITEL II — Hege der Wildschweine in der Kernzone und der Pufferzone

Abschnitt 1 — Fütterung

Art. 2 - In Abweichung von Artikel 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild, ist die Fütterung von Großwild in der Kernzone und in der Pufferzone untersagt.

Abschnitt 2 — Jagd

Art. 3 - In Abweichung der Artikel 4 bis 15, 18 und 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021 ist die Jagd auf alle Wildarten, einschließlich der Suche nach verletztem Wild im Hinblick auf dessen Tötung, in der Kernzone und in der Pufferzone, sowohl auf dem freien Feld als auch im Forst für das Jagdjahr 2018-2019 untersagt.

Abschnitt 3 — Suche nach verendeten Wildschweinen

Art. 4 - In der Kernzone und in der Pufferzone wird die Suche nach verendeten Wildschweinen ausschließlich von den Personalmitgliedern der Verwaltung und der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durchgeführt.

Die Verwaltung kann sich diesbezüglich auch an die Personalmitglieder der Landesverteidigung, die Inhaber von Jagdrechten und deren Privatfelddhüter, die Eigentümer und jede sonstigen Personen wenden, die sie zu diesem Zweck ausdrücklich beauftragt.

Art. 5 - Die Suche kann auf jeglichem öffentlichem oder privatem Eigentum, einschließlich auf dem Eigentum, auf dem das Jagdrecht nicht ausgeübt wird, sowie in den Naturschutzgebieten durchgeführt werden.

Die Eigentümer und Begünstigten dürfen sich dieser Suche nicht widersetzen, mit Ausnahme in den Besitztümern, die eine Privatwohnung im Sinne von Artikel 15 der Verfassung darstellen.

Abschnitt 4 — Vernichtung der Wildschweine zur Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest

Art. 6 - In der Kernzone und in der Pufferzone wird die Vernichtung der Wildschweine ausschließlich von den Personalmitgliedern der Verwaltung und der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und den von der Verwaltung bevollmächtigten Personen durchgeführt.

Das Datum für den Beginn der Vernichtungsmaßnahmen wird von der Verwaltung nach Maßgabe des Fortschreitens der Epidemie festgelegt. Ziel dieser Vernichtung ist es, alle noch lebenden Wildschweine zu beseitigen.

Art. 7 - Die Vernichtung kann auf jeglichem öffentlichem oder privatem Eigentum durchgeführt werden, einschließlich auf dem Eigentum, auf dem das Jagdrecht nicht ausgeübt wird, sowie in den Naturschutzgebieten, in denen dabei von dem im ersten Gedankenstrich von Artikel 11 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehenen Verbot abgewichen wird.

Die Eigentümer und Begünstigten dürfen sich dieser Vernichtung nicht widersetzen, mit Ausnahme in den Besitztümern, die eine Privatwohnung im Sinne von Artikel 15 der Verfassung darstellen.

Art. 8 - Die Vernichtung kann bei Tag oder bei Nacht erfolgen.

Art. 9 - Die Vernichtung kann mit folgenden Mitteln erfolgen:

1° Netzen, Fallen, trichterförmigen Netzen, Fangkörben und sonstigen gleichartigen Vorrichtungen, die den Fang von Wildschweinen ermöglichen,

2° nicht vergifteten Ködern,

3° Lichtquellen,

4° Euthanasiemitteln,

5° Feuerwaffen,

6° Schalldämpfern und Nachtsichtzielgeräten.

Was Ziffer 4 betrifft, so ist die Verwendung von Euthanasiemittel ausschließlich einem Tierarzt vorbehalten.

Was Ziffer 5 betrifft, so ist der Einsatz einer Feuerwaffe nur erlaubt, um Wildschweine im Rahmen einer Ansitzjagd zu erlegen, oder um sie zu töten, wenn sie lebend gefangen wurden.

Was Ziffer 6 betrifft, so ist die Verwendung von Schalldämpfern und Nachtsichtzielgeräten nur den Bediensteten der Verwaltung oder den von ihr beauftragten Personen sowie den Inhabern eines gültigen Jagdscheins gestattet, sofern der Besitz und die Verwendung dieses Zubehörs in Abweichung von den Artikeln 3 und 8 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen durch die Föderalbehörde genehmigt wird.

Art. 10 - Jede Vernichtung eines Wildschweins ist vor dem Abtransport Gegenstand einer Feststellung durch einen Bediensteten der Verwaltung.

Abschnitt 5 — Beseitigung und Zweckbestimmung der verendet aufgefundenen oder im Rahmen einer Vernichtungsmaßnahme erlegten Wildschweine

Art. 11 - Die Beseitigung von verendet aufgefundenen oder erlegten Wildschweinen wird ausschließlich von den Personalmitgliedern der Verwaltung und der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, den Personalmitgliedern des Zivilschutzes und den von der Verwaltung bevollmächtigten Personen durchgeführt.

Jede von der Verwaltung bevollmächtigte Person muss vorab eine Biosicherheitsausbildung abgelegt haben.

Die in Absatz 1 erwähnten Personen müssen die Tierkörper in eine von der Verwaltung bezeichnete Sammelstelle transportieren.

Art. 12 - Nach der Probenahme im Hinblick auf die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest werden die Tierkörper unter amtlicher Kontrolle vernichtet.

KAPITEL III — Hege der Wildschweine in der verstärkten Beobachtungszone

Abschnitt 1 — Fütterung

Art. 13 - In Abweichung von Artikel 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild, ist die Fütterung von Großwild in der verstärkten Beobachtungszone untersagt.

Abschnitt 2 — Jagd

Art. 14 - In Abweichung von Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021 ist die Jagd auf Wildschwein in der verstärkten Beobachtungszone sowohl auf dem freien Feld als auch im Forst für das Jagdjahr 2018-2019 untersagt.

Art. 15 - Die Ausübung der Jagd in der verstärkten Beobachtungszone hat immer ohne Hunde zu erfolgen.

Der Einsatz eines an der Laufleine gehaltenen Hundes ist jedoch erlaubt, um nach verwundetem Wild zu suchen und es zu töten. Der Hund darf nur von seiner Leine befreit werden, um verletztes Wild zu immobilisieren, außer wenn es sich um ein Wildschwein handelt.

Abschnitt 3 — Vernichtung der Wildschweine zur Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest

Art. 16 - In der verstärkten Beobachtungszone sind die Inhaber von Jagdrechten verpflichtet, die Vernichtung von Wildschweinen auf ihrem Gebiet selbst zu organisieren, mit dem Ziel, die Vernichtung des gesamten Bestands auf ihrem jeweiligen Gebiet zu erreichen.

Art. 17 - Die Vernichtung kann bei Tag oder bei Nacht erfolgen. Sie kann im Rahmen einer Jagd erfolgen.

Art. 18 - Die Vernichtung erfolgt durch die die Inhaber von Jagdrechten und deren Privatfeldhüter sowie durch die Inhaber eines gültigen Jagdscheins, die von den Erstgenannten eingeladen werden.

Art. 19 - Die Vernichtung kann mit folgenden Mitteln erfolgen:

1° Netzen, Fallen, trichterförmigen Netzen, Fangkörben und sonstigen gleichartigen Vorrichtungen, die den Fang von Wildschweinen ermöglichen,

2° nicht vergifteten Ködern,

3° Lichtquellen,

4° Euthanasiemitteln,

5° Feuerwaffen,

6° Schalldämpfern und Nachtsichtzielgeräten.

Was Ziffer 4 betrifft, so ist die Verwendung von Euthanasiemittel ausschließlich einem Tierarzt vorbehalten.

Was Ziffer 6 betrifft, so ist die Verwendung von Schalldämpfern und Nachtsichtzielgeräten nur den Bediensteten der Verwaltung oder den von ihr beauftragten Personen sowie den Inhabern eines gültigen Jagdscheins gestattet, sofern der Besitz und die Verwendung dieses Zubehörs in Abweichung von den Artikeln 3 und 8 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen durch die Föderalbehörde genehmigt wird.

Art. 20 - Jede Vernichtung eines Wildschweins ist vor dem Abtransport aus dem Jagdgebiet, in dem es erlegt wurde, Gegenstand einer Feststellung durch einen Bediensteten der Verwaltung.

Abschnitt 4 — Beseitigung und Zweckbestimmung der verendet aufgefundenen oder im Rahmen einer Vernichtungsmaßnahme erlegten Wildschweine

Art. 21 - Die Verwaltung ist unverzüglich über jedes in der verstärkten Beobachtungszone verendet aufgefundene Wildschwein zu informieren. Es ist untersagt, das Tier zu berühren.

Die Verwaltung trifft die erforderlichen Maßnahmen, um den Tierkörper zu einer Sammelstelle zu bringen.

Art. 22 - Die Beseitigung der im Rahmen einer Vernichtungsmaßnahme erlegten Wildschweine erfolgt unter der Verantwortlichkeit des Inhabers des Jagdrechts durch eine oder mehrere Personen, die eine Biosicherheitsausbildung abgelegt haben, nach dem bei dieser Ausbildung gelehrt Verfahren.

Die in Absatz 1 erwähnten Personen bringen die Tierkörper in eine von der Verwaltung bezeichnete Sammelstelle.

Art. 23 - Nach der Probenahme im Hinblick auf die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest werden die Tierkörper unter amtlicher Kontrolle vernichtet.

KAPITEL IV — *Hege der Wildschweine in der Wachsamkeitszone**Abschnitt 1 — Fütterung*

Art. 24 - In Abweichung von Artikel 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild, ist die Fütterung von Großwild in der Wachsamkeitszone untersagt.

Abschnitt 2 — Jagd

Art. 25 - Die Jagd wird gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021 eröffnet; Das Ziel ist dabei, in jedem Gebiet eine Anzahl von Wildschweinen zu erlegen, die dem Eineinhalbfachen der Anzahl der im vorangegangenen Jagdjahr erlegten Wildschweine entspricht.

Art. 26 - Jedes erlegte Wildschwein ist vor dem Abtransport aus dem Jagdgebiet, in dem es erlegt wurde, Gegenstand einer Feststellung durch einen Bediensteten der Verwaltung.

Abschnitt 3 — Beseitigung und Zweckbestimmung der verendet aufgefundenen oder im Rahmen einer Jagd oder einer Vernichtungsmaßnahme erlegten Wildschweine

Art. 27 - Die Verwaltung ist unverzüglich über jedes in der Wachsamkeitszone verendet aufgefundene Wildschwein zu informieren. Es ist untersagt, das Tier zu berühren.

Die Verwaltung trifft die erforderlichen Maßnahmen, um den Tierkörper zu einer Sammelstelle zu bringen.

Art. 28 - Alle im Rahmen einer Jagd oder einer Vernichtungsmaßnahme in der Wachsamkeitszone erlegten Wildschweine müssen ganz in eine von der Verwaltung bezeichnete Sammelstelle transportiert werden.

Art. 29 - Die Tierkörper werden unter amtlicher Kontrolle vernichtet, gegebenenfalls nach der Entnahme von Proben für die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest.

KAPITEL V — Erhöhung der Abschussquoten bei Wildschweinen und passive Überwachung dieser Art auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region

Art. 30 - Um die Abschussquoten bei Wildschweinen außerhalb der Kern- und der Pufferzone zu erhöhen, organisieren die Inhaber des Jagdrechts in Jagdgebieten, die Wildschweine aufweisen, in den Monaten Januar und Februar 2019 an mindestens drei Tagen eine kollektive Jagd.

Vor dem 31. Dezember 2018 teilen sie dem örtlich zuständigen Forstamt der Verwaltung mit, an welchen Tagen sie diese kollektive Jagd organisieren werden.

Inhaber des Jagdrechts, die der Ansicht sind, dass ihr Jagdgebiet keine Wildschweine aufweist, können beim Direktor des Zentrums der örtlich zuständigen Abteilung Natur und Forstwesen eine Ausnahme von dieser Verpflichtung beantragen.

Die Nichteinhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Verpflichtung gilt als Verstoß gegen Artikel 9bis des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd. Das Gleiche gilt für die ausbleibende Mitteilung der Daten dieser kollektiven Jagd.

Art. 31 - Die Verwaltung ist unverzüglich über jedes außerhalb der in Artikel 1 erwähnten Zonen verendet aufgefundene Wildschwein zu informieren. Es ist untersagt, das Tier zu berühren.

Die Verwaltung trifft die erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass das Wildschwein Gegenstand einer Probenahme im Hinblick auf die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest ist und der Tierkörper unter amtlicher Kontrolle vernichtet wird.

Der vorliegende Artikel ist nicht anwendbar auf Wildschweine, die nach einem Verkehrsunfall verendet sind.

KAPITEL VI — Schlussbestimmungen

Art. 32 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 33 - Der Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. November 2018

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

ANHANG

Beschreibung der verschiedenen Zonen, die im Rahmen der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest festgelegt wurden

A. Pufferzone und Kernzone

Die Außengrenzen der Pufferzone, die die Kernzone umfasst, verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

- Die N88 von der Kreuzung mit der N833 auf Höhe von Aubange bis zur Kreuzung mit der N891 auf Höhe von Gérardville.
- die N891 bis zur Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Jamoigne.
- die N83 bis zur Kreuzung mit der N891.
- die N891 bis zur Kreuzung mit der N879 auf Höhe von Marbehan.
- die N879 bis zur Kreuzung mit der N897 auf Höhe von Marbehan.
- die N897 bis zur Kreuzung mit der E25-E411.
- die E25-E411 bis zur Kreuzung mit der N81 auf Höhe von Weyler.
- die N81 bis zur Kreuzung mit der N883 auf Höhe von Aubange.
- die N883 bis zur Kreuzung mit der N88.

B. Verstärkte Beobachtungszone

Die Grenzen der verstärkten Beobachtungszone verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

- die luxemburgische Grenze von der Kreuzung mit der A4/E25/E411 auf Höhe von Sterpenich bis zur Kreuzung mit der französischen Grenze.
- die französische Grenze bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe von Florenville.
- die N85 bis zur Kreuzung mit der N83.
- die N83 bis zur Kreuzung mit der N891 auf Höhe von Jamoigne.
- die N891 bis zur Kreuzung mit der N88 auf Höhe von Gérardville.
- die N88 bis zur Kreuzung mit der N883 auf Höhe von Aubange.
- die N883 bis zur Kreuzung mit der N81.
- die N81 bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411 auf Höhe von Weyler.
- die A4/E25/E411 bis zur Kreuzung mit der luxemburgischen Grenze auf Höhe von Sterpenich.

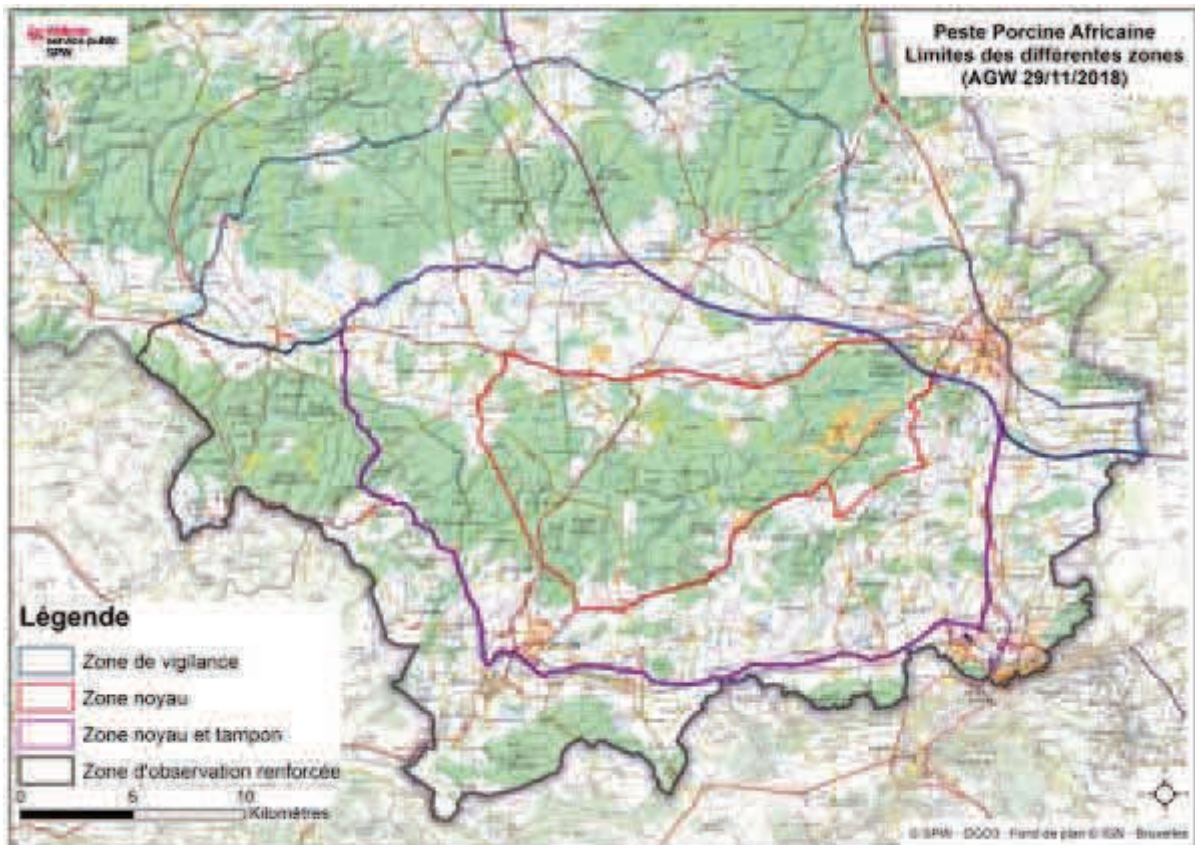
C. Wachsamkeitszone

Die Grenzen der Wachsamkeitszone verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

- die Autobahn A4/E25/E411 bis zur Kreuzung mit der luxemburgischen Grenze auf Höhe von Sterpenich bis zur Kreuzung mit der mit der N897 auf Höhe von Houdemont.
- die N897 bis zur Kreuzung mit der N879 auf Höhe von Marbehan.
- die N879 bis zur Kreuzung mit der N891 auf Höhe von Orsinfang.
- die N891 bis zur Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Jamoigne
- die N83 bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe von Florenville.
- die N85 bis zur Kreuzung mit der N894 auf Höhe von Lacuisine.
- die N894 bis zur Kreuzung mit der N801 auf Höhe von Les Fossés.
- die N801 bis zur Kreuzung mit der N894.
- die N894 bis zur Kreuzung mit der N40 auf Höhe von Léglise.
- die N40 bis zur Kreuzung mit der rue du Tombois auf Höhe von Behême.

- die rue du Tombois bis zur la rue du Pierroy auf Höhe von Louftémont.
- die rue du Pierroy, die rue Saint-Orban und die rue Saint-Aubin bis zur rue des Cottages auf Höhe von Vlessart.
- die rue des Cottages und die rue de Relune bis zur Kreuzung mit der N867.
- die N867 bis zur Kreuzung mit der N87 auf Höhe von Heinstert.
- die N87 bis zur Kreuzung mit der rue du Burgknapp in Heinstert.
- die rue du Burgknapp N87 bis zur Kreuzung mit der rue de la Halte in Nobressart.
- die rue de la Halte bis zur Kreuzung mit der rue du Centre.
- die rue du Centre und die rue de l’Eglise bis Thiaumont.
- die rue du Marquisat, die rue de la Carrière und die rue de la Lorraine bis Lischert.
- die rue du Beynert et Millewee bis zur Kreuzung mit der N4 auf Höhe von Metzert.
- die N4 bis zur Kreuzung mit der luxemburgischen Grenze.
- die luxemburgische Grenze bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411.

D. Karte



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen beigefügt zu werden.

Namur, den 30. November 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/15293]

30 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, inzonderheid op artikel 1^{ter}, § 1, en 12^{ter}, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, de artikelen 7, § 1, en 10, gewijzigd bij de decreten van 14 juli 1994, 16 februari 2017 en 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden;

Gelet op het verslag van 28 augustus 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot besmettelijke varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, de bevestiging, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest de Regering ertoe noopt, onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen, waaronder de afbakening van een besmet gebied en aangepaste, daar toe te passen, maatregelen, waaronder de opschorting van de jacht en het verbod tot bijvoeden van de wilde zwijnen;

Overwegende dat deze bepalingen aangepast dienen te worden naarmate de epidemie evolueert en er eisen door Europa opgelegd worden;

Gelet op Uitvoeringsbesluit (EU) 2018/1856 van de Commissie van 27 november 2018 tot wijziging van de bijlage bij Uitvoeringsbesluit 2014/709/EU betreffende maatregelen op het gebied van de diergezondheid in verband met Afrikaanse varkenspest in sommige lidstaten;

Overwegende dat het Gewest, binnen het, zoals in het uitvoeringsbesluit van de Commissie van 23 november 2018 afgebakend, gebied waarin de epidemie woekert verschillende gebieden kan omschrijven waarin gedifferentieerde maatregelen gelden, met name in functie van de waarschijnlijkheid dat daar door de ziekte aangetaste wilde zwijnen aangetroffen zouden kunnen worden;

Overwegende dat de Regering, overeenkomstig voornoemde richtlijn, er eveneens toe gehouden is, de verplichting na te komen om elk in het besmet gebied neergeschoten of dood aangetroffen wild zijn te onderwerpen aan een onderzoek naar de opsporing van Afrikaanse varkenspest en aan de transformatie, onder officiële controle, van alle wilde zwijnen die een positief resultaat hebben opgeleverd;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Administratie : het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2° inzamelcentrum: plaats, aangewezen door de administratie, waar de dood aangetroffen of gedode wilde zwijnen uit de gebieden bedoeld in 4°, 5°, 6° en 7° verplicht naartoe gevoerd dienen te worden met het oog op het afnemen van stalen waarmee Afrikaanse varkenspest kan worden opgespoord;

3° opleiding bioveiligheid : opleiding die regels oplegt, welke in acht te nemen zijn bij het weghalen en afvoeren van dode wilde zwijnen om de risico's op verspreiding van Afrikaanse varkenspest bij deze verrichtingen te beperken;

4° kerngebied : operationeel gebied voor de beheersing van de epidemie rekening houdend met alle sites waar op Afrikaanse varkenspest positief bevonden wilde zwijnen zijn aangetroffen;

5° buffergebied : operationeel gebied voor de beheersing van de epidemie, gelegen rondom het kerngebied, waarin de waarschijnlijk dat positief reagerende wilde zwijnen aangetroffen zullen worden, hoog is;

6° versterkt observatiegebied : operationeel gebied voor de beheersing van de epidemie, gelegen rondom het buffergebied, waarin de waarschijnlijk dat op Afrikaanse varkenspest positief reagerende wilde zwijnen aangetroffen zullen worden, minder hoog is dan in het buffergebied;

7° waakzaamheidsgebied : operationeel gebied voor de beheersing van de epidemie, gelegen rondom het buffergebied, waarin de waarschijnlijk dat op Afrikaanse varkenspest positief reagerende wilde zwijnen aangetroffen zullen worden, minder hoog is dan in het versterkt observatiegebied.

De gebieden bedoeld in lid 1 worden omschreven en/of afgebeeld in de bijlage bij dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Beheer van wilde zwijnen in het kerngebied en in het buffergebied**Afdeling 1. — Bijvoeding*

Art. 2. In afwijking van artikel 3, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild, is bijvoeding van grof wild verboden in het kerngebied en in het buffergebied.

Afdeling 2. — Jacht

Art. 3. In afwijking van de artikelen 4 tot 15, 18 en 19 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden, is de jacht op iedere wildsoort, met inbegrip van het opsporen van gewond wild om het af te schieten, in het kerngebied en in het buffergebied zowel in open veld als in bossen verboden voor het jachtjaar 2018-2019.

Afdeling 3. — Het opsporen van kadavers van wilde zwijnen

Art. 4. Het opsporen van kadavers van wilde zwijnen in het kerngebied en in het buffergebied wordt enkel door het personeel van de Administratie en van het Departement Onderzoek van het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst uitgevoerd.

De administratie kan eveneens een beroep doen op het personeel van Defensie, op de houders van jachtrecht en op hun particuliere veldwachters, op de eigenaars en op iedere andere persoon die zij daar uitdrukkelijk toe machtigt.

Art. 5. Het opsporen kan worden verricht op iedere publieke of privé-eigendom, met inbegrip van de eigendommen waarop het jachtrecht niet wordt uitgeoefend, en in de natuurreservaten.

De eigenaars en rechthebbenden kunnen zich niet verweren tegen de opsporingsverrichtingen, behoudens in de eigendommen die een privé-woonst vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

Afdeling 4. — Vernietiging van wilde zwijnen voor de bestrijding van de verspreiding van Afrikaanse varkenspest

Art. 6. De vernietiging van wilde zwijnen in het kerngebied en in het buffergebied is enkel de taak van het personeel van de administratie, van het Departement Onderzoek van het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst, en van de personen gemandateerd door de administratie.

De aanvang van de vernietigingsverrichtingen wordt door de administratie bepaald in functie van de evolutie van de epidemie. Deze vernietiging beoogt de verwijdering van alle nog levende wilde zwijnen.

Art. 7. De vernietiging kan verricht worden op iedere publieke of privé-eigendom, met inbegrip van de eigendommen waarop het jachtrecht niet uitgeoefend wordt en in de natuurreservaten waarvoor afgeweken wordt van het verbod bedoeld bij artikel 11, eerste streepje, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud.

De eigenaars en rechthebbenden kunnen zich niet verweren tegen de vernietigingsverrichting, behoudens in de eigendommen die een privé-woonst vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

Art. 8. De vernietiging kan zowel overdag als 's nachts plaatsvinden.

Art. 9. Voor de vernietiging kunnen als middelen of hulpmiddelen worden ingezet:

1° netten, valluiken, fuiken, specifiek voor gevangenneming omheinde stukken land en alle andere middelen om de wilde zwijnen levend gevangen te nemen;

2° niet-vergiftigde lokmiddelen;

3° lichtbronnen;

4° euthanaserende producten;

5° vuurwapens;

6° geluiddempers en nachtkijkers.

Betreffende 4° is het gebruik van euthanaserende producten enkel aan veeartsen voorbehouden.

Betreffende 5° is het gebruik van een vuurwapen enkel toegelaten om wilde zwijnen neer te schieten bij de bers- en de loerjacht of om ze af te maken wanneer ze levend gevangen worden genomen.

Betreffende 6° wordt het gebruik van geluidsdempers en nachtkijkers enkel toegelaten voor de personeelsleden van de administratie of de door haar gemandateerde personen en de houders van een geldige jachtvergunning voor zover het houden en het gebruik van deze hulpmiddelen toegelaten wordt ter afwijking van de artikelen 3 en 8 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens door de federale overheid.

Art. 10. Voor ieder vernietigd wild zwijn wordt door een personeelslid van de administratie, voor afvoer ervan, een vaststelling opgemaakt.

Afdeling 5. — Verwijdering en bestemming van de kadavers van dood aangetroffen of bij een vernietigingsverrichting afgemaakte wilde zwijnen

Art. 11. Het verwijderen van de kadavers van dood aangetroffen of bij een vernietigingsverrichting afgemaakte wilde zwijnen is enkel de taak van het personeel van de administratie, van het Departement Onderzoek van het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst, van de Burgerbescherming en van de personen gemandateerd door de administratie.

Iedere persoon, gemandateerd door de Administratie, moet voorafgaandelijk een opleiding in bioveiligheid hebben gevolgd.

De personen bedoeld in lid 1 vervoeren de kadavers verplicht naar een door de administratie aangewezen inzamelcentrum.

Art. 12. Na staalafnames met het oog op testen voor het opsporen van Afrikaanse varkenspest worden de kadavers onder officiële controle vernietigd.

HOOFDSTUK III. — *Beheer van wilde zwijnen in het versterkt observatiegebied*

Afdeling 1. — Bijvoeding

Art. 13. In afwijking van artikel 3, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild, is bijvoeding van grof wild verboden in het versterkt observatiegebied.

Afdeling 2. — Jacht

Art. 14. In afwijking van artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden, wordt de jacht op wild zwijn verboden in het versterkt observatiegebied, zowel in open veld als in bossen, voor het jachtjaar 2018-2019.

Art. 15. De beoefening van de jacht in het versterkte observatiegebied gebeurt verplicht zonder hond.

De inzet van een aan de leiband gehouden hond wordt evenwel toegelaten met het oog op het zoeken naar gewond wild om het af te maken. De hond mag enkel vrijgelaten worden om het gewonde wild onbeweeglijk te maken, behalve indien het wild zwijn betreft.

Afdeling 3. — Vernietiging van wilde zwijnen voor de bestrijding van de verspreiding van Afrikaanse varkenspest

Art. 16. In het versterkt observatiegebied hebben de houders van het jachtrecht de verplichting om zelf de vernietiging van de wilde zwijnen op hun jachtgebied te organiseren, met als doel een totale ontvolking in de respectievelijke jachtgebieden.

Art. 17. De vernietiging kan zowel overdag als 's nachts plaatsvinden. Bedoelde vernietiging kan ter gelegenheid van de beoefening van de jacht plaatsvinden.

Art. 18. De vernietiging wordt verricht door de houders van het jachtrecht en hun particuliere veldwachters, evenals door de houders van een geldige jachtvergunning, uitgenodigd door eerstgenoemden.

Art. 19. Voor de vernietiging kunnen als middelen of hulpmiddelen worden ingezet:

1° netten, valluiken, fuiken, specifiek voor gevangenneming omheinde stukken land en alle andere middelen om de wilde zwijnen levend gevangen te nemen;

2° niet-vergiftigde lokmiddelen;

3° lichtbronnen;

4° euthanaserende producten;

5° vuurwapens;

6° geluiddempers en nachtkijkers.

Betreffende 4° is het gebruik van euthanaserende producten enkel aan veeartsen voorbehouden.

Betreffende 6° wordt het gebruik van geluiddempers en nachtkijkers enkel toegelaten voor de personeelsleden van de administratie of de door haar gemandateerde personen en de houders van een geldige jachtvergunning voor zover het houden en het gebruik van deze hulpmiddelen toegelaten wordt ter afwijking van de artikelen 3 en 8 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens door de federale overheid.

Art. 20. Iedere vernietiging van een wild zwijn maakt het voorwerp uit van een vaststelling van afschieten van het dier door een personeelslid van de administratie voor de afvoer ervan buiten de grenzen van het grondgebied waarop het is neergeschoten

Afdeling 4. — Verwijdering en bestemming van de kadavers van dood aangetroffen of bij een vernietigingsverrichting afgemaakte wilde zwijnen

Art. 21. Ieder wild zwijn dat dood aangetroffen wordt in het versterkte observatiegebied wordt onmiddellijk aan de administratie gemeld. Het aanraken ervan is verboden.

De administratie neemt de nodige maatregelen voor het vervoer van het kadaver naar een inzamelcentrum.

Art. 22. Het verwijderen van de kadavers van in een vernietigingsverrichting afgemaakte wilde zwijnen gebeurt onder de verantwoordelijkheid van de houder van het jachtrecht, door één of meerdere personen die de opleiding inzake bioveiligheid hebben gevolgd, met inachtneming van de procedures die in het kader van deze opleiding onderwezen worden.

De personen bedoeld in lid 1 vervoeren de kadavers naar een door de administratie aangewezen inzamelcentrum.

Art. 23. Na staalafnames met het oog op testen voor het opsporen van Afrikaanse varkenspest worden de kadavers onder officiële controle vernietigd.

HOOFDSTUK IV. — Beheer van wilde zwijnen in het waakzaamheidsgebied

Afdeling 1. — Bijvoeding

Art. 24. In afwijking van artikel 3, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild, is bijvoeding van grof wild verboden in het waakzaamheidsgebied.

Afdeling 2. — Jacht

Art. 25. De jacht wordt geopend overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden en strekt ertoe, op elk jachtgebied een aantal wilde zwijnen af te nemen gelijk aan anderhalve keer het aantal wilde zwijnen, afgenomen tijdens het vorige jachtjaar.

Art. 26. Iedere vernietiging van een wild zwijn maakt het voorwerp uit van een vaststelling van afschieten van het dier door een personeelslid van de administratie voor de afvoer ervan buiten de grenzen van het grondgebied waarop het is neergeschoten.

Afdeling 3. — Verwijdering en bestemming van de kadavers van dood aangetroffen of bij een jacht- of vernietigingsverrichting afgemaakte wilde zwijnen

Art. 27. Ieder wild zwijn dat dood aangetroffen wordt in het waakzaamheidsgebied wordt onmiddellijk aan de administratie gemeld. Het aanraken ervan is verboden.

De administratie neemt de nodige maatregelen voor het vervoer van het kadaver naar een inzamelcentrum.

Art. 28. Ieder in een jacht- of vernietigingsverrichting in het waakzaamheidsgebied afgemaakt wild zwijn wordt verplicht geheel naar een door de administratie aangewezen inzamelcentrum vervoerd.

Art. 29. De kadavers worden onder officiële controle vernietigd, in voorkomend geval na staalafnames met het oog op testen voor het opsporen van Afrikaanse varkenspest.

HOOFDSTUK V. — Versterking van de afnames van wilde zwijnen en passief toezicht op deze soort op het gehele grondgebied van het Waalse Gewest

Art. 30. Om de afnames van wilde zwijnen buiten het kerngebied en het buffergebied kracht bij te zetten, organiseren de houders van een jachtrecht van de jachtgebieden die dieren van het soort wild zwijn bevatten, in de loop van de maanden januari en februari 2019 minstens drie collectieve jachtdagen.

Voor 31 december 2018 lichten zij de territoriaal bevoegde houtvesterij van de administratie over de datums in, waarop zij deze collectieve jachtdagen zullen houden.

De houders van het jachtrecht die achten dat hun jachtgebied geen wilde zwijnen bevat, kunnen bij de Directeur van het territoriaal bevoegde centrum van het Departement Natuur en Bossen vragen, van deze verplichting te worden vrijgesteld.

De niet-inachtneming van de verplichting bedoeld in lid 1 wordt gelijkgesteld met een overtreding van artikel 9bis van de jachtwet van 28 februari 1882. Dit geldt eveneens voor het uitblijven van mededeling van de datums voor de collectieve jachtdagen.

Art. 31. Ieder wild zwijn dat dood aangetroffen wordt buiten de gebieden bedoeld in artikel 1 wordt onmiddellijk aan de administratie gemeld. Het aanraken ervan is verboden.

De administratie neemt de nodige maatregelen om staalafnames bij wild zwijn te verrichten met het oog op testen voor het opsporen van Afrikaanse varkenspest en om de kadavers onder officiële controle te vernietigen.

Dit artikel is niet van toepassing op wilde zwijnen, dood na door een voertuig te zijn aangereden.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 32. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 33. De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 30 november 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE

Omschrijving van de verschillende gebieden, omschreven in het kader van de bestrijding van Afrikaanse varkenspest

A. Buffergebied en kerngebied

Het buffergebied met inbegrip van het kerngebied wordt aan de buitenkant afgebakend door volgende grenzen (in wijzerzin) :

- De N88, vanaf het kruispunt met de N883 ter hoogte van Aubange tot aan het kruispunt met de N891 ter hoogte van Gérardville.
- De N891 tot aan de kruising ervan met de N83 ter hoogte van Jamoigne.
- De N83 tot aan de kruising ervan met de N891.
- De N891 tot aan de kruising ervan met de N879 ter hoogte van Marbehan.
- De N879 tot aan de kruising ervan met de N897 ter hoogte van Marbehan.
- De N897 tot aan de kruising ervan met de E25-E411.
- De E25-E411 tot aan de kruising ervan met de N81 ter hoogte van Weyler.
- De N81 tot aan de kruising ervan met de N883 ter hoogte van Aubange.
- De N883 tot aan de kruising ervan met de N88.

B. Versterkt observatiegebied

Het versterkt observatiegebied wordt afgebakend door volgende grenzen (in wijzerzin) :

- De Luxemburgse grens vanaf de kruising met de A4/E25/E411 ter hoogte van Sterpenich tot de kruising met de Franse grens.
- De Franse grens tot aan de kruising ervan met de N85 ter hoogte van Florenville.
- De N85 tot aan de kruising ervan met de N83.
- De N83 tot aan de kruising ervan met de N891 ter hoogte van Jamoigne.
- De N891 tot aan de kruising ervan met de N88 ter hoogte van Gérardville.
- De N88 tot aan de kruising ervan met de N883 ter hoogte van Aubange.
- De N883 tot aan de kruising ervan met de N81.
- De N81 tot aan de kruising ervan met de A4/E25/E411 ter hoogte van Weyler.
- De A4/E25/E411 tot aan de kruising ervan met de Luxemburgse grens ter hoogte van Sterpenich.

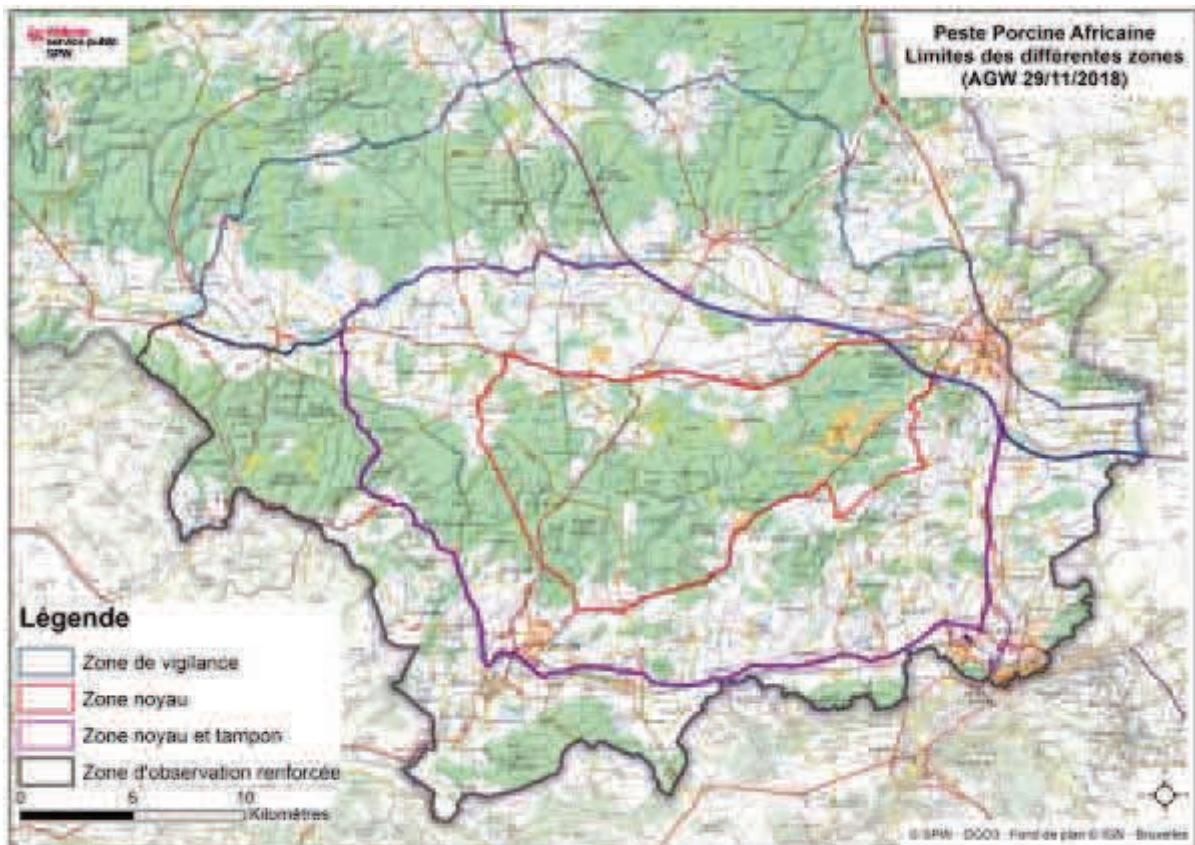
C. Waakzaamheidsgebied

Het waakzaamheidsgebied wordt afgebakend door volgende grenzen (in wijzerzin) :

- De autosnelweg A4/E25/E411 vanaf de kruising met de Luxemburgse grens ter hoogte van Sterpenich tot de kruising met de N897 ter hoogte van Houdemont.
- De N897 tot aan de kruising ervan met de N879 ter hoogte van Marbehan.
- De N879 tot aan de kruising ervan met de N891 ter hoogte van Orsinfang.
- De N891 tot aan de kruising ervan met de N83 ter hoogte van Jamoigne.
- De N83 tot aan de kruising ervan met de N85 ter hoogte van Florenville.
- De N85 tot aan de kruising ervan met de N894 ter hoogte van Lacuisine.
- De N894 tot aan de kruising ervan met de N801 ter hoogte van Les Fossés.
- De N801 tot aan de kruising ervan met de N894.
- De N894 tot aan de kruising ervan met de N40 ter hoogte van Léglise.
- De N40 tot aan de kruising ervan met de rue du Tombois ter hoogte van Behême.

- De rue du Tombois tot aan de rue du Pierroy ter hoogte van Louftémont.
- De rue du Pierroy, de rue Saint-Orban en de rue Saint-Aubin tot aande rue des Cottages ter hoogte van Vlessart.
- De rue des Cottages en de rue de Relune tot aan de kruising met de N867.
- De N867 tot aan de kruising ervan met de N87 ter hoogte van Heinstert.
- De N87 tot aan de kruising ervan met de rue du Burgknapp te Heinstert.
- De rue du Burgknapp tot aan de kruising ervan met de rue de la Halte te Nobressart.
- De rue de la Halte tot aan de kruising ervan met de rue du Centre.
- De rue du Centre en de rue de l’Eglise tot Thiaumont.
- De rue du Marquisat, de rue de la Carrière en de rue de la Lorraine tot Lischert.
- De rue du Beynert en Millewee tot aan de kruising ervan met de N4 ter hoogte van Metzert.
- De N4 tot aan de kruising ervan met de Luxemburgse grens.
- De Luxemburgse grens tot aan de kruising ervan met de A4/E25/E411.

D. Kaart



Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 30 oktober 2018 houdende verscheidene maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.

Namen, 30 november 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN